

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 17/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CIRON SA - Barsac

**USINE DU MOULIN de PERNAUD
33720 Barsac**

Références : 2026-CRA-119
Code AIOT : 0005200317

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/02/2026 dans l'établissement CIRON SA - Barsac implanté Usine du Moulin de Pernaud B.P. N° 36 33720 Barsac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par courriels des 13, 14 et 15 février 2026, l'exploitant du site CIRON de Barsac a tenu quotidiennement informée l'inspection des installations classées de l'évolution de la situation de l'établissement face aux crues annoncées et en cours sur la Garonne et le Ciron. Il a indiqué avoir mis en œuvre les mesures prévues dans son Plan d'Organisation Interne.

Le 15 février, il a précisé que la crue s'était intensifiée la veille et que le site avait été mis en sécurité. L'alimentation en électricité et en gaz a été coupée sur l'ensemble du site.

Compte tenu de ce contexte de crise, l'inspection des installations classées a déclenché une

inspection réactive afin d'effectuer un point de situation sur site avec l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CIRON SA - Barsac
- Usine du Moulin de Pernaud B.P. N° 36 33720 Barsac
- Code AIOT : 0005200317
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le site CIRON (groupe CHIMIGET), créé en 1967, est spécialisé dans la production et la vente de produits chimiques qui se répartissent en 4 activités principales :

- le négoce, sans reconditionnement ;
- le conditionnement, qui comprend notamment la dénaturation de l'alcool ;
- le mélange et la formulation de produits ;
- et des activités spécifiques, notamment l'atelier de formulation de polymère (POLYMIR) et le développement de gammes pour les loisirs créatifs.

Les produits mis en œuvre et stockés sur le site sont donc :

- des solvants organiques,
- des liquides inflammables,
- des alcools,
- de la lessive de soude,
- des acides,
- de l'hypochlorite de sodium (javel),
- des produits divers dédiés au traitement de l'eau,
- des résines et poudres diverses.

Compte tenu de la nature des produits stockés et manipulés sur le site, les risques sont essentiellement l'incendie et la dispersion de substances toxiques, ainsi que les réactions liées aux mélanges de substances incompatibles.

Le site est classé SEVESO seuil bas par la règle du cumul et est soumis à autorisation pour la rubrique 4331 relative au stockage de liquides inflammables et la rubrique 4130 pour des substances toxiques de catégorie 3. L'exploitation du site a été autorisée en 1967 et est encadrée par différents arrêtés préfectoraux . Les conditions d'exploitations ont été actualisées et sont fixées, notamment, par l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2016.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- NATECH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prévention du risque inondation	Arrêté Préfectoral du 24/10/2016, article 4.1.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mesures d'urgence	7 jours
2	Capacité de rétention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Demande d'action corrective, Mesures d'urgence, Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours
3	Utilités - alimentation de secours électrique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Mesures d'urgence, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Moyens de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 16/10/2016, article 8.2.4	Mesures d'urgence, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 16 février 2026 a mis en évidence la situation critique du site CIRON de Barsac. Plus de la moitié de sa surface est affectée par la crue du Ciron, et les activités de réception, de conditionnement et de livraison de produits chimiques ont été interrompues.

L'exploitant a, dans l'ensemble, correctement appliqué les actions prévues dans son Plan d'Organisation Interne.

Cependant, les constats réalisés lors de l'inspection montrent des conditions de sécurité dégradées, notamment la présence de produits chimiques stockés dans des rétentions entièrement inondées et l'indisponibilité des moyens de lutte contre l'incendie (trois des quatre poteaux incendie étant inaccessibles).

En conséquence, l'inspection des installations classées propose à la signature du préfet un arrêté de mesures d'urgence visant à garantir la mise en sécurité du site, à définir les conditions de reprise des activités après la décrue, à imposer des mesures de surveillance et de vérification, et à organiser un retour d'expérience permettant d'identifier les actions d'amélioration nécessaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention du risque inondation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2016, article 4.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Natech
Prescription contrôlée : Le site étant implanté en zone inondable, l'exploitant: -formalise un plan de secours incluant des dispositions telles que : <ul style="list-style-type: none">• conduite à tenir en cas de pré-alerte météo et annonces de crues (cf site internet vigicrues).• procédure d'évacuation du personnel et lieux de rassemblement et de refuge,• moyens de communication avec les secours,• mise en sécurité des installations (couper les utilités, amarrer les stocks de matières dangereuses ou les mettre en hauteur), - arrête les opérations de transfert des produits, condamnation et étanchéification de certaines ouvertures, déplacement des stocks critiques hors de la zone inondable, obturation des réseaux d'égouts et eaux pluviales -dispose de moyens d' intervention propres (pompes, groupes électrogène...)
Constats : Le Plan d'Organisation Interne (POI) de l'exploitant, daté d'octobre 2022, intègre un volet dédié aux mesures organisationnelles à mettre en œuvre en cas d'inondation du site. Il comprend notamment : -une cartographie des zones d'exposition au risque d'inondation, déclinée selon quatre niveaux d'alerte (vert, jaune, orange et rouge) définis à partir des cotes atteintes sur le site ou du niveau de référence à La Réole ; -pour chacun de ces niveaux d'alerte, l'identification des points sensibles à protéger ainsi que la description des actions à réaliser. L'exploitant a suivi l'évolution de la situation en utilisant les données du site Vigicrues. Il est également resté en contact, ces derniers jours, avec le centre de secours du SDIS et la mairie de Barsac. Lors de l'inspection, il a été constaté (cf. photos) que le niveau d'eau présent sur le site correspondait au niveau d'alerte orange/rouge, soit une cote NGF supérieure à 9,5 m. Ce niveau d'inondation entraîne une hauteur d'eau supérieure à un mètre en bordure du Ciron et affecte plus de la moitié de la surface du site. Les bassins de collecte des eaux pluviales, des eaux incendies ainsi que l'installation de traitement de ces eaux totalement inondés. Un marquage est en place pour éviter toute chute en cas d'intervention dans la zone. Un examen par sondage de la mise en œuvre des actions prévues par le POI a été réalisé : fermeture des vannes de fond de cuves, vérification de l'absence de fuites, évacuation des produits initialement stockés à proximité du Ciron, en particulier les GRV de liquides inflammables situés dans le bâtiment 69 et la zone 85/84 vers des zones moins exposées

(notamment la zone 5). Les mesures observées sont conformes aux actions prévues dans le POI. Toutefois, la surface du site restant hors d'eau est très limitée et ne permet pas un stockage satisfaisant des produits déplacés. Ainsi, la zone 5, qui accueille les GRV de liquides inflammables, présente une rétention entièrement remplie d'eau. De même, la zone 16, où sont entreposés des GRV de soude, est totalement inondée.

L'activité du site (reconditionnement et réception de produits chimiques) a été arrêtée, bien que cet arrêt ne soit pas formalisé dans le POI.

Au cours de la soirée et de la nuit du 15 au 16 février 2026, les alimentations en électricité et en gaz ont été coupées par mesure de prévention, compte tenu de la montée des eaux, à l'initiative de l'exploitant. Cette situation a entraîné l'absence de télésurveillance et d'équipements de détection incendie. Une ronde a été mise en place par le personnel présent à proximité du site.

Lors de l'inspection, il a cependant été constaté que l'alimentation électrique avait été rétablie sur la seule zone des bureaux, permettant la remise en service des caméras et du système de détection incendie. Le groupe électrogène présent sur le site n'a pas été utilisé (cf. point de contrôle suivant).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les activités de réception et de reconditionnement de produits chimiques sont arrêtées. Leur redémarrage est conditionné à la décrue du Ciron sur le site de Barsac et à des vérifications détaillées:

- vérification et justification du bon état des installations électriques,
- vérification de l'intégrité et du fonctionnement des moyens de lutte contre l'incendie,
- vidange et contrôle de toutes les rétentions,
- remise en fonctionnement des bassins de collecte d'eaux pluviales et incendie et traitement des eaux,
- réparation de toutes les installations endommagées concourant à la sécurité.

L'exploitant doit assurer une surveillance renforcée du site tant que les systèmes de sécurité (détection incendie, vidéosurveillance, moyens incendie) ne sont pas pleinement rétablis : présence physique permanente en journée et rondes nocturnes.

L'inspection des installations classées propose donc à la signature du préfet un arrêté de mesures d'urgence afin de garantir une mise en sécurité du site, de fixer les conditions de redémarrage des activités du site une fois la décrue, d'imposer des mesures de surveillance et de vérification et d'analyser le retour d'expérience de cet événement afin d'en tirer des mesures d'amélioration. Dans le cadre de l'analyse du retour d'expérience, l'exploitant transmet à l'inspection la dernière autosurveillance réalisée en interne sur la qualité des eaux du bassin de collecte des eaux pluviales avant inondation et évalue le possible impact sur l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mesures d'urgence
Proposition de délais : 7 jours

N° 2 : Capacité de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Capacité des rétentions</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;</p> <p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. <p>II. - Règles de gestion des rétentions et stockages associés.</p> <p>Le volume nécessaire à la rétention est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées. En cas de rétention déportée, celle-ci peut être commune à plusieurs stockages. Dans ce cas, le volume minimal de la rétention déportée est au moins égal au plus grand volume calculé pour chacun des stockages associés.</p> <p>Une double paroi, répondant aux dispositions du présent article, peut tenir lieu de rétention pour le réservoir concerné.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.</p> <p>Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables à l'installation en matières de rejets ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
Constats :

<p>Lors de l'inspection, il a été constaté la présence d'eau (eaux pluviales ou eaux du Ciron) en quantité importante dans les rétentions des différentes zones de stockage de produits chimiques. Elles ne sont donc pas en capacité de contenir le volume de produits chimiques stockées en cas d'épandage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les stockages de produits chimiques en contenants mobiles ne disposant pas de rétention conforme à l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 doivent être évacués du site sans délai. L'exploitant justifie que cette évacuation est réalisée vers un site industriel dûment autorisé à recevoir ces produits.</p> <p>Les stockages de produits chimiques en cuve fixe ne disposant pas de rétention conforme à l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 font l'objet d'une surveillance spécifique.</p> <p>Dès que possible, l'ensemble des capacités de rétention des stockages du site doivent être vidangées. L'exploitant réalise préalablement une vérification de l'absence de pollution. Dans le cas où les eaux présentent une pollution, elles sont évacuées vers une filière d'élimination dûment autorisée.</p> <p>Le projet d'arrêté de mesures d'urgence joint est rédigé en ce sens.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mesures d'urgence, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 7 jours</p>

N° 3 : Utilités - alimentation de secours électrique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Perte d'utilités</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Utilités.</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme précisé précédemment, le groupe électrogène du site n'a pas été utilisé notamment pour pallier au défaut d'alimentation des barrières de sécurité (vidéosurveillance, détection incendie).</p>

Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en capacité de définir les modalités de mise en œuvre du groupe électrogène et l'autonomie de cet équipement au regard des besoins du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le projet d'arrêté préfectoral de mesures d'urgence prévoit la réalisation d'une analyse détaillée de l'événement d'inondation lié à la crue du Ciron ayant affecté son installation. Cette analyse inclut un examen critique des moyens d'alimentation électrique de secours de l'exploitant : les caractéristiques du groupe électrogène présent sur site, ses conditions d'utilisation, son autonomie réelle et son adéquation aux besoins en situation d'inondation afin de maintenir le site en sécurité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : Etat des matières stockées. Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a été en capacité de remettre très rapidement un état des stocks à jour du site à l'inspection des installations classées. Ce document est stocké sur réseau permettant ainsi d'y accéder à distance même en cas de perte d'utilité du site. Par sondage, il a été vérifié la cohérence de l'état des stocks sur les liquides inflammables en contenants mobiles (environ 50 tonnes).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2016, article 8.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Poteaux Incendie

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l' incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> -d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; -de plans des locaux facilitant l`intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.1.1; -d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, par exemple) publics ou privés dont un implanté à 100 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., -d'une capacité permettant de combattre les incendies susceptibles de se produire à proximité de l'installation. Ces appareils disposent de prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter; -d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. <p>L'étude de dangers du site prévoit un réseau alimentant 4 Poteaux Incendie (PI) dans l'enceinte de l'établissement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté qu'un seul poteau incendie sur les 4 du site restait accessible en raison de la montée des eaux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le projet d'arrêté de mesures d'urgence prévoit une surveillance renforcée du site en raison de l'indisponibilité des moyens de défense incendie et un contrôle complet de l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie avant le redémarrage de l'activité du site. Il impose également à l'exploitant, compte tenu de cette situation en période d'inondation, de revoir sa stratégie d'évacuation des produits hors site afin de réduire le potentiel de dangers présent sur le site dans un contexte de défense incendie dégradée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mesures d'urgence, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>